
Brèves économiques et financières

Semaine du 9 au 15 novembre 2018

Résumé :

- Le futur gouvernement envisage l'indépendance institutionnelle de la Banque Centrale du Brésil
- L'IPEA estime que le protectionnisme commercial du Brésil coûte environ 130 Mds R\$ annuels aux consommateurs brésiliens
- Le Brésil demande compensation à Bruxelles pour la baisse des quotas sur ses produits exportés vers l'UE post-Brexit
- Evolution des marchés du 9 au 14 novembre 2018

Le futur gouvernement envisage l'indépendance institutionnelle de la Banque Centrale du Brésil

Parmi les diverses réformes qui sont considérées par le futur gouvernement, issu des élections d'octobre, **il est envisagé de faire évoluer le statut de la Banque centrale (Banco Central do Brasil – BCB) vers l'indépendance.** Le futur ministre de l'économie, Paulo Guedes considère que cette transformation, à l'instar de celle du système de retraites, donnerait une marge de manœuvre importante pour entreprendre par la suite d'autres réformes structurelles. L'actuel ministre de l'économie, E. Guardia s'est également exprimé sur cette ligne. Les participants de marché (dirigeants et chef économistes de grandes banques et de sociétés de conseil) ont accueilli positivement ces propos, qui convergent également vers les propositions lancées récemment par un cercle d'économistes influents au Brésil (Carta Brasil).

Dans la situation actuelle, la BCB jouit d'une autonomie opérationnelle de facto mais non de jure. L'objectif final de la politique monétaire (le niveau d'inflation) est défini, dans une large mesure, par le pouvoir politique. Ensuite, la BCB est autonome sur le plan opérationnel pour y parvenir, notamment via le ciblage du taux d'intérêt du marché monétaire (Selic). Or l'autonomie de la BCB n'est pas inscrite dans la loi, ce qui implique que l'équipe dirigeante (gouverneur et directeurs) n'a pas une durée de mandat formelle et peut à tout moment être renvoyée et remplacée sur décision du pouvoir exécutif. **Le gouvernement Temer a proposé en 2016-17 un projet d'autonomie opérationnelle formelle, de jure, pour la BCB.** Dans cette option, soutenue également par le gouverneur actuel de la BCB (I. Goldfajn), le pouvoir politique déciderait toujours de l'objectif final, mais aurait plus de mal à interférer dans la gestion opérationnelle de l'équipe dirigeante, dont la durée et le mandat seraient garantis par la Constitution. **L'indépendance proposée par Guedes, quant à elle, donnerait à la BCB toute discrétion** non seulement pour atteindre la cible opérationnelle (taux d'intérêt, réserves bancaires, etc.), mais aussi **pour décider le niveau des objectifs finaux** (inflation, éventuellement taux de change, etc.).

L'IPEA estime que le protectionnisme commercial du Brésil coûte environ 130 Mds R\$ annuels aux consommateurs brésiliens

L'étude de l'Instituto de Pesquisa Economica Aplicada (IPEA) est pionnière au Brésil et s'inspire d'une analyse similaire réalisée en Australie. Elle vise à informer les décideurs économiques et le public des transferts de revenu des consommateurs vers les producteurs domestiques engendrés par la protection commerciale de l'industrie brésilienne. **L'IPEA a estimé à 130 Mds R\$ (30 Mds €¹) le surcoût des diverses barrières tarifaires en 2015 pour les ménages et les entreprises brésiliens du fait de leur consommation de biens et services finaux et d'inputs intermédiaires.**

Calculé à partir de la différence entre les prix domestiques (biens finaux et produits intermédiaires) que les producteurs locaux peuvent aligner sur ceux des importations « taxées », d'une part, et les prix internationaux, d'autre part, ce transfert de revenus (sorte de « subvention effective nette ») **a bénéficié particulièrement certains secteurs au Brésil : le secteur agroalimentaire** (27 Mds R\$, notamment viande, produits laitiers et pêche), **la production de véhicules** (19 Mds R\$), **et les vêtements et autres textiles** (16 Mds R\$).

¹ Taux au 14/11 : 1EUR : 4,28 BRL

Le Brésil demande compensation à Bruxelles pour la baisse des quotas sur ses produits exportés vers l'UE post-Brexit

Le Brésil a demandé officiellement à l'Union Européenne (UE) l'ouverture de négociations bilatérales pour obtenir une compensation pour la baisse des quotas alloués aux exportateurs brésiliens sur l'UE à 27, après la sortie du Royaume Uni (R.U.). La méthodologie de recalcul des quotas utilisée par l'UE est considérée comme arbitraire et portant préjudice notamment aux exportateurs agricoles.

Certains produits brésiliens voient leur quota dans l'UE à 27 baisser significativement, comme la volaille (-24%) ou le sucre (-8%). **Même si cette décote est supposée être compensée intégralement par la demande du R.U. les producteurs considèrent qu'ils subiront des coûts logistiques élevés.**

Cette semaine, le Brésil a fait front commun à l'OMC avec d'autres pays exportateurs (Etats-Unis, Chine, Argentine, Canada, etc.), demandant un dégrèvement à l'UE pour le coût dérivé de l'altération post-Brexit de plus de 140 quotas et 365 lignes tarifaires. Bien que la menace de représailles commerciales flotte dans la discussion, le Brésil aurait du mal à la faire effective, car elle impliquerait une hausse de barrières également pour les partenaires hors-UE.

Evolution des marchés du 9 au 14 novembre 2018

Indicateurs ²	Variation Semaine	Variation Cumulée sur l'année	Niveau
Bourse (Ibovespa)	-1,1%	+9,6%	85 376
Risque-pays (EMBI+ Br)	+5pt	+20pt	254
Taux de change R\$/USD	+0,5%	+14,2%	3,78
Taux de change R\$/€	+0,0%	+7,8%	4,28

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication. **Rédacteur : Julio RAMOS-TALLADA-Conseiller Financier ; Vincent GUIET-adjoint.**

² Données du mercredi à 12h localement. Sources : Ipeadata, Bloomberg.